

Un pesticide de la multinationale Syngenta, basée à Bâle, provoque une hausse des intoxications au Brésil, révèle une enquête menée par Public Eye et Uneathed

Le diquat de Syngenta empoisonne le Brésil

GUY ZURKINDEN

Pesticide ► Après le paraquat, au tour du diquat d'empoisonner les cultures brésiliennes? Entrée en vigueur en septembre 2020, l'interdiction du paraquat, un pesticide extrêmement toxique produit par l'entreprise Syngenta, avait été saluée par les défenseurs de la santé publique au Brésil. Mais la victoire a été de courte durée. Depuis, les intoxications liées à l'utilisation croissante du diquat, un autre herbicide produit par Syngenta, ont pris l'ascenseur. C'est ce que révèle une enquête publiée ce lundi par l'ONG Public Eye, en lien avec Uneathed, la cellule d'investigation de Greenpeace au Royaume-Uni.

«Tout le côté droit de mon corps était paralysé. Je ne sentais plus mon pied ni ma main. Ma bouche s'est tordue vers la droite.» En 2021, Valdemar Postanovicz, petit agriculteur dans l'Etat du Paraná, dans le sud du Brésil, s'est senti tellement mal qu'il a cru avoir une attaque cardiaque. Le travailleur rural, dont Public Eye et Uneathed ont recueilli le témoignage, s'est rendu compte par la suite qu'il avait été empoisonné par un puissant herbicide, le diquat, après avoir absorbé la substance par accident en la répandant dans ses champs. Interdit en Suisse et dans l'Union européenne, ce pesticide est produit par la multinationale Syngenta, dont le siège est à Bâle. Son utilisation a augmenté de 1600% au Brésil entre 2019 et 2022, ce qui le place désormais dans le top dix des pesticides les plus utilisés dans ce pays. Les cas d'intoxication liés à cette substance ont aussi pris l'ascenseur, au point de causer la préoccupation des autorités sanitaires.

Comme le paraquat

Selon Marcos Andersen, agronome travaillant au sein du Département de la santé de l'Etat du Paraná et cité dans l'étude publiée lundi, «le paraquat et le diquat sont quasiment la même molécule. Leur effet est le même, et le diquat devrait donc aussi être interdit». Hautement toxique, le produit pourrait favoriser la maladie de Parkinson, pointent certaines recherches. Le Reglone, produit phare de Syngenta fabriqué à base de diquat, est le plus fréquemment



Valdemar Postanovicz, petit agriculteur dans l'Etat du Paraná, a été empoisonné par le diquat qu'il répandait dans ses champs. MARCELO CURIA

cité parmi les cas d'intoxication recensés par le Ministère de la santé brésilien, précise l'enquête menée par les ONG.

Le géant bâlois, aux mains du groupe ChemChina depuis 2017, fabrique le Reglone dans son usine d'Huddersfield, au Royaume-Uni – un pays dans lequel l'utilisation du diquat est pourtant interdite depuis des années, soulignent Public Eye et Uneathed. Selon leurs recherches, en 2023, la multinationale a exporté au moins 5000 tonnes de la substance chimique depuis le sol britannique, dont plus de la moitié était destinée au Brésil. Le produit est aussi exporté de Suisse, mais dans une quantité qui reste inconnue en raison d'importantes lacunes dans la législation chargée de contrôler ce type de transactions.

Paradis des pesticides

Principal producteur mondial de soja, de canne à sucre, de café et d'oranges, le Brésil est aussi le principal marché mondial pour les pesticides extrêmement dangereux, dont l'utilisation est

en pleine croissance. Durant le premier semestre de l'année 2024, le nombre de communautés rurales et autochtones faisant état d'une contamination de leur environnement ou de leurs membres par des produits agrottoxiques a ainsi augmenté de 850% par rapport à l'année précédente, révèle une étude de la Commission pastorale de la terre publiée le 2 décembre. Sous la pression du lobby de l'agrobusiness, très puissant au sein du parlement brésilien, une loi affaiblissant un peu plus encore la régulation des pesticides a été adoptée en 2023. Elle est contestée devant la justice par les syndicats et les mouvements populaires. Au mois d'octobre, le gouvernement dirigé par Luiz Inácio Lula da Silva a annoncé qu'il entendait retirer de la circulation une série de substances considérées comme très toxiques – sans donner de détails sur les mesures prévues ni de date pour leur entrée en vigueur.

De leur côté, Public Eye et Uneathed demandent que le Royaume-Uni, la Suisse et toute l'Europe interdisent l'exporta-

tion de pesticides hautement dangereux bannis sur leur propre territoire, dont le diquat, «afin de ne plus exposer les populations et l'environnement dans les pays à revenu plus faible à de tels poisons».

Sollicitée par *Le Courrier*, l'entreprise Syngenta a exprimé son «profond désaccord avec la caractérisation de notre entreprise» faite par les deux ONG. Un porte-parole de la multinationale indique par écrit que «les herbicides tels que le diquat sont des outils essentiels pour de nombreux agriculteurs souhaitant mettre en œuvre une agriculture sans labour ou à labour minimal», leur permettant ainsi «de réduire leurs émissions de carbone». «L'industrie de la protection des cultures est déjà l'une des industries les plus réglementées», ajoute le représentant de la société, qui affirme respecter «strictement» toutes les réglementations pertinentes en la matière. I

«Le paraquat et le diquat sont quasiment la même molécule. Leur effet est le même, et le diquat devrait donc aussi être interdit»

Marcos Andersen

¹publiceye.ch/en/topics/pesticides/the-brazilian-farmers-poisoned-by-a-syngenta-pesticide-that-is-banned-in-europe

Plus de 100 journalistes tués, la moitié à Gaza

Médias ► «Une année particulièrement meurtrière»: 104 journalistes ont été tués dans le monde en 2024 dont plus de la moitié à Gaza, selon un décompte publié hier par la Fédération internationale des journalistes (FIJ).

Après les 129 morts dénombrés en 2023, «2024 est l'une des pires années», s'alarme Anthony Bellanger, le secrétaire général de la FIJ, basée à Bruxelles. Ce responsable dénonce «le massacre qui est en train de se dérouler sous les yeux du monde entier en Palestine».

Selon la FIJ, 55 professionnels des médias palestiniens ont été tués en 2024. «Depuis le début de la guerre, le 7 octobre 2023, le nombre de journalistes palestiniens tués s'élève au moins à 138», faisant de ce territoire «l'un des plus dangereux de l'histoire du journalisme moderne, derrière l'Irak, les Philippines et le Mexique», souligne la fédération.

«2024 est l'une des pires années»

Anthony Bellanger

«Beaucoup de journalistes y sont visés» délibérément, affirme Anthony Bellanger à l'AFP, même s'il y a aussi «des faits de guerre, des gens qui se retrouvent au mauvais endroit, au mauvais moment».

Après le Moyen-Orient, la deuxième zone la plus dangereuse pour les journalistes est l'Asie-Pacifique, avec 20 morts dont 6 assassinats au Pakistan, 5 au Bangladesh et 3 en Inde.

En Europe «la guerre en Ukraine a encore fait des victimes sur le continent, avec 4 journalistes tués en 2024, contre 13 en 2022 et 4 en 2023».

La FIJ recense par ailleurs 520 journalistes en prison dans le monde, en forte augmentation par rapport à 2023 (427) et 2022 (375). «Avec 135 journalistes derrière les barreaux, la Chine – dont Hong Kong – demeure la plus grande prison du monde pour les professionnels des médias», dénonce la fédération.

La Fédération internationale des journalistes publie chaque année un décompte plus alarmiste que celui de Reporters sans frontières, en raison d'un désaccord sur le mode de calcul.

En 2023, RSF dénombrait 54 journalistes et 2 collaborateurs de médias tués dans le cadre de leurs fonctions. L'ONG doit publier demain ses chiffres pour l'année 2024. **ATS/AFP**

PARTENARIAT

Maintenant en abo-cadeau!

filmingo

Le streaming pour les amoureux du cinéma



filmingo.ch

